

JUSTICE SOCIALE, JUSTICE CLIMATIQUE MÊME COMBAT

La réforme des retraites, anti-sociale et anti-écologique

La réforme des retraites ? C'est allonger le temps de travail des travailleur/euses de deux ans minimum. Outre la régression sociale, le gouvernement fait le choix de la croissance économique et donc continuer un modèle productiviste nuisible à l'environnement.

Le pouvoir veut imposer cette réforme pour éviter d'augmenter réellement les cotisations sociales patronales et préserver ainsi les profits dont une partie importante est distribuée sous forme de dividendes. Or ces dividendes sont massivement captés par les plus riches... qui sont aussi les plus grands pollueurs ! Parce qu'allonger l'âge de départ à la retraite et aug-

menter le nombre de trimestres cotisés abaissera le montant des pensions, cela accélèrera aussi le glissement vers le financement individuel de la retraite par capitalisation.

Tout cela aiguise les appétits des fonds de pension, des banques et des assurances. Ces organismes financiers restent tenus globalement par les grandes compagnies pétrolières responsables de la situation planétaire d'urgence climatique.

Le gouvernement fait donc le choix de préserver les plus riches et de continuer à générer inégalités, précarités, pollutions multiples et dérèglements climatiques.

L'eau, un bien commun privatisé !?

Les mégabassines l'ont montré. De la même manière que le pouvoir favorise la captation de richesses par une minorité, il entend favoriser une captation de l'eau, bien commun non substituable par nature, au profit d'un modèle agricole intensif condamné à terme par le changement climatique. Cette captation est d'autant plus incompréhensible que les réserves d'eau sont minces et que les mégabassines en perdront une part substantielle du seul fait de l'évaporation. Elles priveront par ailleurs des modèles d'agriculture paysanne plus respectueuse de l'environnement et des consommateur-trices.

Face à une mobilisation d'ampleur, le pouvoir a ré-

pondu par une violente répression totalement disproportionnée dans une stratégie que l'ONU, l'Union européenne, le défenseur des droits et la ligue des droits de l'Homme ont dénoncé. Des centaines de blessés-es et des mutilations, une personne entre la vie et la mort en sont le résultat catastrophique. Pour la seule mobilisation contre les mégabassines de Sainte-Soline, 5 millions d'euros ont été dépensés pour défendre un trou vide. Ces 5 millions auraient été bien mieux utilisés ailleurs : à titre d'exemple, ces 5 millions correspondent aux dépenses d'investissement permettant de créer au moins 10 exploitations agricoles sur un modèle paysan respectueux de l'environnement.

Les enjeux sociaux et environnementaux, intimement liés !

Qu'il s'agisse des inégalités, des questions migratoires ou de la répartition des richesses, un constat s'impose : la « sobriété » que veut imposer Emmanuel Macron se résume à la logique suivante : les riches et les multinationales ont tous les droits, notamment celui de capter

des richesses et de polluer, au reste de la population de s'adapter et si elle s'oppose d'être fortement réprimé !

Pour l'Union syndicale Solidaires, la transformation sociale doit s'accompagner d'une transformation écologique.

Battons-nous pour la justice sociale, à commencer par le retrait de la loi retraite et pour des politiques concrètes pour faire face à l'urgence écologique